

SÉRIE SUR LES QUESTIONS
STRATÉGIQUES

rp02-6f

LA MONDIALISATION S'IMPOSE OU
LA MONDIALISATION BAT EN
RETRAITE :
Les conséquences pour le Canada

David Cameron
Professeur, Sciences politiques
Université de Toronto

Janice Gross Stein
Professeur, Sciences politiques
Université de Toronto



Division de la recherche et
de la statistique

2000

Les points de vue exposés dans ce document de travail sont ceux de l'auteur et ne représentent pas les points de vue ou la position du ministère de la Justice du Canada. Ce document a été commandé pour stimuler la recherche et les discussions.



Série sur les questions stratégiques

Les documents de recherche qu'on trouve dans la série de questions stratégiques ont généralement été rédigés à l'intention de l'Unité d'analyse statistique et contextuelle de la Division de la recherche et de la statistique (DRS). Cette série fait partie des efforts de la Division de la recherche et de la statistique pour aller de l'avant et explorer l'environnement afin de fournir des perspectives et des éléments contextuels portant sur un éventail de questions à portée sociale et économique. Parmi les sujets abordés, on trouve : les défis stratégiques posés par la biotechnologie et la génétique, les hypothèses concernant les nouvelles tendances de crime et la proposition d'une typologie pour comprendre le crime, les effets du divorce et de la séparation sur les enfants, la mondialisation, ainsi que l'administration d'Internet à l'échelle mondiale.

Les documents qui constituent cette série portent à réflexion. En général, ils ont été rédigés par des intellectuels dont la tâche était d'être exhaustifs dans leur critique des pratiques actuelles et provocants dans leurs suggestions de nouvelles approches.

Les documents de discussion et les travaux de réflexion de cette section de la bibliothèque de la DRS ont déjà animé des discussions dans le cadre d'exercices comme la planification d'un nouveau mandat, la planification de politiques stratégiques par des hauts fonctionnaires et ont également servi de document d'information pour planifier des recherches. Nous avons l'intention de les rendre disponibles afin qu'ils puissent désormais contribuer à alimenter la discussion entre les chercheurs et les décideurs.

Si vous désirez plus de renseignements, vous pouvez communiquer avec

Valerie Howe, agente principale de recherche
Téléphone: (613) 957-9597, courriel: vhowe@justice.gc.ca

Biographie

Janice Gross Stein est directrice du *Programme on Conflict Management and Negotiation* (PCMN) au *Munk Centre for International Studies*, de l'Université de Toronto. Elle est également professeure de gestion de conflits et de négociation à la chaire Harrowston et membre de la Société royale du Canada. En plus de la gestion de conflits, la professeure Stein se spécialise dans la politique au Moyen-Orient et la politique étrangère du Canada, sujets sur lesquels elle a beaucoup écrit.

David R. Cameron est professeur en sciences politiques à l'Université de Toronto et s'intéresse au gouvernement et à la politique du Canada, surtout au fédéralisme, au nationalisme québécois, aux relations entre francophones et anglophones, au renouvellement constitutionnel et à l'unité nationale. Parmi ses ouvrages, on compte : *Nationalism, Self-Determination and the Quebec Question; The Social Thought of*

Rousseau and Burke: A Comparative Study; Taking Stock: Canadian Studies in the 90's (qu'il a édité) et *The Referendum Papers: Essays on Secession and National Unity*. Ses plus récents travaux sont : *Disability and Federalism: Comparing Different Approaches to Full Participation* (tiré de la série sur l'Union sociale) qu'il a coédité avec Fraser Valentine (McGill-Queen's University Press, 2001) et *Street Protests and Fantasy Parks: Globalization, Culture and the State*, dont il a également été le coéditeur avec Janice Gross Stein (UBC Press, 2002).



1.0 L'argumentation

Selon la croyance populaire actuelle :

- La mondialisation est inévitable.
- Dans le sillage de la mondialisation, l'État a perdu des pouvoirs de partout. La notion d'État est de plus en plus vide de sens, parce que les espaces économiques, culturels et sociaux sortent des frontières des États. En effet, certains affirment que nous entrons dans un monde sans frontières, où l'État a une durée de vie nettement limitée.

En réponse à cela, nous invoquons quatre arguments de base :

- La mondialisation n'est pas inévitable. Il règne une grande incertitude quant à la trajectoire que la mondialisation suivra; même les paramètres sont inconnus. Lorsque nous essayons de deviner ce que l'avenir nous réserve dans dix ans, divers scénarios possibles s'offrent à nous; l'avenir dépend des événements; il n'est pas déterminé.
- La mondialisation est « stratifiée » : certaines des couches de la mondialisation pourraient épaissir plus rapidement que d'autres.
- En soi, la mondialisation n'est ni bonne ni mauvaise. Il faut évaluer ce phénomène, non le condamner en bloc ni le louer sans réserves.
- L'État-nation devra relever des défis sans précédent, mais il demeure une institution indispensable, quel que soit l'avenir qu'on se représente. Cependant, ces défis et la façon dont il y répondra dépendront en partie de la trajectoire de la mondialisation.

2.0 La mondialisation : temps réel et espace virtuel

La mondialisation est un long processus historique dont la marche est cahoteuse, le rythme irrégulier, l'évolution par à-coups - en arrière, en avant et de côté. Ses contours et ses conséquences sont abondamment débattus.

- La mondialisation est un long processus historique dont la marche est cahoteuse, le rythme irrégulier, l'évolution par à-coups - en arrière, en avant et de côté. Ses contours et ses conséquences sont abondamment débattus. Les éléments qui caractérisent la mondialisation dans sa phase actuelle sont le « temps réel » et « l'espace virtuel ».

- Nous considérons la révolution dans le domaine des technologies de l'information et de la communication comme le point de départ de la phase contemporaine de mondialisation. Cette révolution comprend :
 - une amélioration rapide des technologies de traitement de l'information et des télécommunications et qui va en s'accéléralant;
 - un accroissement continu de l'importance du savoir comme produit et la spécialisation grandissante de la connaissance et du savoir-faire;
 - la compression du temps, converti en « temps réel ». Par exemple, c'est à la vitesse de la lumière que les marchés peuvent changer et les nouvelles se répandre;
 - la réduction de la distance et la création d'un « espace virtuel ».

Cette révolution présente de nouvelles possibilités importantes ainsi que de nouvelles contraintes énormes.

- Une économie mondiale, rendue possible en partie par la révolution dans les technologies de l'information, a permis une expansion exponentielle des marchés financiers, du commerce, de la mobilité des facteurs de production et des possibilités d'investissement.
 - Elle a enrichi de façon considérable ceux qui sont associés, directement ou indirectement, à l'économie mondiale du savoir.
 - Elle a aussi marginalisé la partie de la population active qui n'a pas le degré d'alphabétisation ni les compétences nécessaires pour profiter de l'économie du savoir. Tout comme les premières phases de la mondialisation (et d'autres processus de changement rapide, tels que l'industrialisation), elle a contribué aux inégalités sociales.
 - L'économie mondiale a affaibli les marchés nationaux en tant qu'espaces économiques naturels.
 - Par conséquent, l'aptitude de l'État à manipuler la politique monétaire et budgétaire pour stimuler la croissance et contrôler le ralentissement économique conjoncturel a diminué.
 - Il en a résulté une diminution de l'aptitude de l'État à respecter le contrat social élaboré au cours des quatre dernières décennies.
- Des moyens de transport plus accessibles ont permis un fort accroissement de la mobilité des personnes, qui émigrent beaucoup plus facilement, bien que cela ne soit pas toujours sous la protection de la loi, en quête de sécurité et d'occasions d'améliorer leur situation financière. La société devenant planétaire, l'immigration et l'émigration ont repris, après un hiatus de cinquante ans. À cause du va-et-vient des personnes entre les sociétés, le concept de citoyenneté est en train de changer. Dans une société planétaire, les citoyens « transitoires » deviennent des noeuds essentiels d'un réseau de connexion en expansion.



À cause du va-et-vient des personnes entre les sociétés, le concept de citoyenneté est en train de changer. Dans une société planétaire, les citoyens « transitoires » deviennent des noeuds essentiels d'un réseau de connexion en expansion.

La révolution informatique a aussi rendu possible l'éclosion d'une culture planétaire.

- Les frontières culturelles coïncident encore moins que les frontières économiques avec les limites des espaces politiques nationaux. La mondialisation crée un environnement culturel commun, où toutes les personnes qui ont accès aux réseaux de télévision et de cinéma reçoivent les mêmes messages, produits et diffusés par ces réseaux rigoureusement contrôlés.
- Internet, au contraire, favorise la participation individuelle directe et libre, ainsi que le modelage d'identités fondées sur des créneaux. Néanmoins, à l'instar d'autres médias planétaires, il contribue à l'intégration culturelle et sociale par le développement d'un langage commun.
- L'univers multi-canaux ainsi que les revues et la musique adaptées à des marchés à créneaux produisent un effet opposé à l'homogénéisation culturelle. La « personnalisation des produits culturels », qui est si caractéristique de l'économie mondiale, contribue à la fragmentation sociale et à la prolifération de sous-cultures qui ont peu de choses en commun. L'élément « national » perd de l'importance en tant que principale catégorie de référence pour l'identité.
- Dans tous les cas susmentionnés - l'information et les communications, l'économie, la mobilité de la population et la culture planétaire - un champ d'activité ou secteur de l'expérience humaine s'est détaché de l'État pour entrer dans un monde planétaire. Cependant, dans le cas du secteur social, c'est une tout autre histoire. Les institutions sociales et les nombreuses responsabilités sociales créées durant l'après-guerre demeurent fermement liées à l'État. Cette disjonction caractérise le dangereux territoire sur lequel l'État démocratique moderne doit s'aventurer. Elle crée de fortes tensions dans le mandat et le rôle des gouvernements contemporains.
 - Les compagnies et leurs cadres supérieurs peuvent se mondialiser, mais non leurs employés, surtout pas s'ils perdent leur emploi. C'est l'État qui est censé recoller les morceaux.

- Les soins de santé, l'éducation et l'aide sociale continuent d'être du ressort des gouvernements.
- La responsabilité globale de la justice sociale ainsi que de la cohésion et du bien-être des sociétés nationales appartient à l'État, bien que beaucoup de problèmes rencontrés dans ces domaines découlent des processus de mondialisation.
- Hubert Humphrey a déjà affirmé que « le critère d'évaluation de la moralité d'un gouvernement, c'est la manière dont il traite ceux dont la vie commence, les enfants, ceux dont la vie tire à sa fin, les gens âgés, et les personnes en difficulté - les malades, les indigents et les personnes handicapées ». C'est encore de cette façon que l'on juge de la moralité d'un gouvernement, non pas d'une autre organisation nationale ni internationale. Bien que le critère d'évaluation n'ait pas changé, la capacité gouvernementale d'y satisfaire a diminué.

3.0 La mondialisation est-elle inévitable ?

Les effets puissants de la révolution dans le domaine des technologies de l'information et des communications donnent à penser que la phase actuelle de « mondialisation », bien qu'elle ne soit pas un phénomène nouveau, est différente sur le plan qualitatif : son envergure est sans précédent – elle touche les quatre coins du monde – et son dynamisme la rend irréversible. Parce que chaque innovation technologique modifie les habitudes des sociétés et des cultures, elle est effectivement irréversible. De plus, les impulsions de la curiosité scientifique et de l'ingéniosité humaine sur lesquelles le progrès technologique est fondé rendent sa future orientation imprévisible et incontrôlable.

Il faut nuancer toutes ces affirmations.

- La vitesse de l'évolution des technologies de l'information est certainement quelque chose de nouveau, mais la révolution dans le domaine du traitement de l'information dure depuis plusieurs siècles, l'amélioration continue des technologies permettant de diffuser l'information de plus en plus rapidement.
- Durant les premières phases de mondialisation, l'homogénéité culturelle se faisait en grande partie par la force, lorsque les autorités impériales imposaient des idiomes culturels et des langues aux peuples conquis. De nos jours, la culture se répand à l'échelle mondiale comme un produit, dont le succès est tributaire de la mesure dans laquelle il peut être annoncé, être mis en marché et attirer le consommateur.



- La mondialisation économique n'est pas du tout un phénomène nouveau. Elle a atteint un point culminant lors des dix premières années du siècle actuel; au cours des quatre-vingt dernières années, elle a d'abord accusé un recul marqué, puis elle est revenue graduellement aux niveaux atteints il y a 100 ans.
 - La population active est toujours moins mobile qu'elle ne l'était au siècle dernier. À cette époque-là, les passeports n'étaient pas nécessaires et les gens passaient librement et sans restrictions d'un pays à l'autre, à la recherche de travail. Il était plus facile que maintenant d'immigrer, tout particulièrement en Amérique du Nord.
 - Les échanges commerciaux étaient relativement plus libres durant les années 1860 que de nos jours. Même après le début de la récession de 1875 en Europe, 95 pour cent des importations de l'Allemagne étaient libres de droits. Aux États-Unis, les exportations représentaient 7 pour cent du PNB; en 1999, ce chiffre est de 8 pour cent.
 - Selon un indice de mobilité des capitaux élaboré par le Fonds monétaire international (FMI) en 1997, les mouvements de capitaux exprimés en pourcentage de la production économique sont encore bien inférieurs aux niveaux atteints durant les années 1880.
 - La Première Guerre mondiale a engendré un recul spectaculaire de la « mondialisation » qui a été ensuite renforcé par la crise économique. Ce n'est qu'au cours des trente dernières années que cette tendance a commencé à se renverser et qu'on s'est rapproché des niveaux atteints au siècle dernier.

Un tel renversement pourrait-il se reproduire ?

Il n'est pas difficile de s'imaginer que nous pouvons subir d'autres chocs, bien que notre aptitude à les prévoir et à y faire face soit extrêmement limitée. Le système a toujours reçu des chocs inattendus et nous n'avons pas de raison de croire que ces sortes d'impondérables cesseront de se produire.

- La guerre de 1914 entre les grandes puissances a été un choc saisissant et inattendu pour le système. Bien qu'une guerre entre les grandes puissances soit inconcevable à l'époque actuelle, une guerre nucléaire dans le sud de l'Asie ou au Moyen-Orient ne l'est pas. Une telle guerre pourrait bouleverser le système économique mondial.
- En 1973, l'augmentation spectaculaire du prix du pétrole avait été prévue par très peu de gens. Ses répercussions ont transformé les perspectives économiques de tous les pays occidentaux. Il est concevable qu'une nouvelle cartellisation des prix de l'énergie puisse encore une fois déstabiliser une économie mondiale vigoureuse.

- La phase actuelle de mondialisation économique est peut-être plus vulnérable aux chocs, précisément à cause du grand nombre d'investisseurs. En effet, contrairement au système d'il y a 100 ans, où un groupe relativement petit d'investisseurs bien informés fournissaient la majeure partie des capitaux mondiaux, les investissements actuels sont beaucoup plus susceptibles d'être faits à court terme, financés par des emprunts, spéculatifs et capables de pénétrer puis de quitter beaucoup plus rapidement les économies vulnérables et, en fait, de contribuer aux faiblesses qui provoquent la fuite des capitaux.
- Les institutions internationales conçues pour gérer l'économie mondiale sont très à la traîne des mouvements électroniques des capitaux et des investissements. Même si les réformes actuelles sont mises en oeuvre, l'aptitude des institutions mondiales à mettre un frein aux mouvements des capitaux en temps réel et à réglementer les marchés financiers demeurera douteuse.

[L]es investissements actuels sont beaucoup plus susceptibles d'être faits à court terme, financés par des emprunts, spéculatifs... Les institutions internationales conçues pour gérer l'économie mondiale sont très à la traîne des mouvements électroniques des capitaux et des investissements.

Un ralentissement ou un renversement de la mondialisation est l'un des nombreux scénarios plausibles. S'il devait se produire, il serait très probablement occasionné par une combinaison de plusieurs facteurs tels que ceux susmentionnés. Une récession importante et soudaine aux États-Unis et de graves problèmes causés par le bogue de l'an 2000 sont d'autres facteurs contributifs imaginables. Bien que le changement technologique semble engagé dans une voie à sens unique, les processus de la mondialisation économique, culturelle et démographique pourraient alors théoriquement être stoppés ou même renversés.

4.0 Scénarios hypothétiques : La mondialisation s'impose ou bat en retraite

Face à de profondes incertitudes et à un risque plausible de chocs exogènes, il peut être utile de s'interroger sur ce que l'avenir pourrait nous réserver.

Nous n'avons établi que deux scénarios susceptibles de découler de la mondialisation – chacun se situant à une extrémité du spectre – pour en analyser ensuite les répercussions sur le Canada de l'an 2010. Nous sommes parfaitement conscients que



ces scénarios sont stylisés et destinés à mettre en lumière différentes tendances. En 2010, le Canada se situera probablement quelque part entre les deux extrémités du spectre.

Nous tenons à préciser qu'il n'y a ni « bon » ni « mauvais » scénario, mais uniquement deux éventualités qui supposent chacune une multitude de possibilités et de dangers.

4.1 La mondialisation s'impose

On peut facilement concevoir l'accélération et l'intensification des processus déjà en marche.

- Les marchés mondiaux des capitaux, l'investissement étranger direct et le commerce continuent de s'étendre en proportion des flux économiques nationaux. Les institutions internationales tirent de l'arrière mais amplifient néanmoins leurs capacités de surveillance et de réglementation.
- Les mouvements de population s'intensifient, du fait de la migration volontaire de gens cherchant à améliorer leur sort. Les obstacles à la mobilité tombent graduellement, d'où un va-et-vient des « citoyens » d'un centre à l'autre. Les gens vivent « quelque part » mais travaillent « partout ». Les compétences légales s'estompent face à la mondialisation grandissante des projets, des produits et des gens.
- La mondialisation récompense l'innovation, la réflexion analytique, l'autonomie et la capacité de « diriger » des réseaux flexibles plutôt que des organisations bureaucratiques hiérarchisées. Ceux qui sont dépourvus des capacités d'analyse requises pour prendre leur place sont voués à une plus grande marginalisation, puisque l'activité économique mondiale génère une part croissante du produit intérieur brut de chaque pays.
- Les deux villes « mondiales » du Canada – Vancouver et Toronto – fortes d'un dynamisme soutenu, attirent les immigrants et créent de la richesse. Elles deviennent ainsi les « carrefours » reliant des populations diverses à d'autres carrefours mondiaux. Ces deux villes acquièrent une grande influence sur la scène mondiale et génèrent des ressources qui éclipsent celles des gouvernements fédéral et provinciaux. L'absence d'assiette fiscale suffisante pour répondre aux besoins de ceux que les nouveaux mécanismes de création de richesses ont laissé pour compte irrite de plus en plus. Le fait que ces villes ne disposent pas d'un pouvoir politique correspondant à l'importance croissante de leur population et de leur pouvoir économique engendre également une tension de plus en plus palpable.
- Le pouvoir continue de se disperser au profit d'une économie mondiale prospère et des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et des associations mondiales, ainsi que des collectivités locales. Ces dernières sont de plus en plus perçues comme des abris contre les pressions mondiales et des tribunes politiques influentes. L'État n'est plus l'objet principal de la loyauté et de l'identité politiques.

4.2. La mondialisation bat en retraite

- Aux États-Unis, la bourse s'emballa et plonge, ce qui détruit la confiance des consommateurs et provoque le déclin des marchés mondiaux.
- Le fléchissement des marchés est exacerbé par des défaillances majeures de la technologie informatique attribuables au passage à l'an 2000. On manque de ressources humaines pour remettre rapidement tous les systèmes en état. Les interruptions dans le transfert des données militaires et civiles sont sérieuses et prolongées. Les systèmes d'information des institutions internationales ne fonctionnent pas suffisamment bien pour permettre le pistage des opérations financières.
- Soucieuse de prévenir toute spéculation sur l'euro, l'Union européenne impose un contrôle temporaire de la devise. D'autres lui emboîtent le pas, ce qui restreint non seulement le mouvement des devises, mais aussi la mobilité des gens.
- Un conflit militaire régional éclate et risque de dégénérer en conflit nucléaire.
- L'activité économique mondiale – commerce et investissement étranger direct – décline par rapport au produit intérieur brut.
- Dans les « villes mondiales » – Toronto et Vancouver – les prix du logement accusent une baisse spectaculaire, le chômage grimpe en flèche et l'infrastructure sociale, déjà impuissante à répondre aux besoins sociaux et économiques, est soumise à d'intenses pressions.

5.0 Le rôle de l'État dans ces deux scénarios

Peu importe le scénario, l'État et ses instances se retrouveront face à un mélange complexe de problèmes et de possibilités. Le rôle de l'État différera bien sûr d'un scénario à l'autre, mais il faut néanmoins garder à l'esprit un certain nombre de facteurs communs sous-jacents énumérés ci-après.

- Tout d'abord, l'État n'a encore aucun concurrent capable de conjuguer aussi bien que lui gouvernement efficace et contrôle démocratique et cette situation n'est pas près de changer.
- Ensuite, comme nous l'avons déjà signalé, contrairement à l'économie, à la culture, à l'information et aux communications et, jusqu'à un certain point, à la mobilité des populations, la sphère sociale a échappé au phénomène de la mondialisation. Pour le meilleur ou pour le pire, les dépenses sociales sont du seul ressort de l'État.
- Enfin, l'inégalité, l'exclusion et la marginalisation constituent des problèmes d'une acuité grandissante et pourraient donc empirer.



[C]ontrairement à l'économie, à la culture, à l'information et aux communications et, jusqu'à un certain point, à la mobilité des populations, la sphère sociale a échappé au phénomène de la mondialisation. Pour le meilleur ou pour le pire, les dépenses sociales sont du seul ressort de l'État.

5.1 Le triomphe de la mondialisation ou l'État serviteur

- Dans ce scénario, l'État voit son pouvoir grugé par ses concurrents : organisations politiques internationales, sociétés privées d'envergure mondiale, alliances militaires et accords internationaux sur le commerce. À l'échelle nationale, il perd du terrain face aux villes, aux secteurs d'activité autoréglementés, aux gouvernements autochtones, aux associations coopératives et à d'autres institutions de la société civile et de l'économie privée. Du fait essentiellement des responsabilités sociales qui leur incombent, les provinces se tirent mieux d'affaire dans cet environnement que le gouvernement fédéral.
- L'État tente de s'entremettre entre les forces de la mondialisation et la population. Il soutient ses citoyens, ses entreprises et ses organismes privés dans leurs efforts pour se tailler une solide place dans la communauté mondiale. À l'intérieur de ses frontières, il devient l'arbitre qui cherche à instaurer des pratiques équitables et à assurer le respect des normes et règles internationales.
- L'économie se porte de mieux en mieux, mais il est plus difficile d'en redistribuer les richesses équitablement. Ainsi, les sociétés exigent des baisses d'impôts afin de pouvoir conserver les professionnels talentueux et mobiles dont a besoin l'économie mondiale mais, ce faisant, entravent la capacité du gouvernement de remédier aux inégalités sociales de plus en plus criantes qui sont elles-mêmes attribuables en grande partie à la mondialisation.
- Les membres marginalisés ou exclus de la société continuent de se tourner vers l'État, qu'ils tentent d'amener à respecter ou à renouveler le contrat social en mobilisant les ressources politiques. Quelqu'un a dit qu'un pays est « un territoire dont les habitants sont prêts à redistribuer les richesses »; le gouvernement national cherche, avec une liberté d'action limitée (et, au Canada, contestée par les provinces) à préserver l'identité nationale en appliquant une politique sociale redistributive. Pour cette même raison, il protège l'image de marque nationale (comme en Grande-Bretagne) en faisant la promotion de symboles identitaires et en resserrant les conditions d'obtention de la citoyenneté pour favoriser la loyauté envers le pays.

- On assiste néanmoins à un repli de l'État en tant que principal objet de loyauté et d'identité politiques de bien des citoyens, particulièrement ceux qui tirent profit de la mondialisation. Le nationalisme perd de son attrait aux yeux de l'élite de la mondialisation. Au Canada, le patriotisme canadien et le nationalisme québécois battent de l'aile.

La principale question qu'il faut se poser est la suivante : Comment l'État serviteur peut-il résoudre les problèmes de plus en plus graves causés par les inégalités sociales et économiques et assurer l'intégration des groupes exclus et marginalisés dans la communauté mondiale ?

5.2 Le repli de la mondialisation ou l'État protecteur

- L'effondrement de la communauté mondiale suscite un retour à l'État, cette vieille institution familière au pouvoir d'action réel, bien que diminué, qui a conservé presque intacte sa légitimité démocratique. L'État incarne la stabilité dans la tourmente. Son rôle par rapport aux autres joueurs s'accroît au fur et à mesure que leur quête de sécurité et de protection amène les populations à investir les gouvernements nationaux de plus grands pouvoirs économiques.
- Les frontières reprennent de l'importance. L'État offre une certaine protection contre les forces désormais hostiles de la mondialisation. Délaissant son rôle de simple arbitre, le gouvernement devient un joueur actif dans l'économie nationale, contestant dans certains cas la domination d'institutions ou de règles internationales. Un sentiment de vulnérabilité s'empare des professionnels qui se sont mis à l'heure de la mondialisation des marchés, et dont se séparent les entreprises privées contraintes de restreindre leurs dépenses.
- L'économie stagne, mais la redistribution des richesses demeure problématique, bien que pour des motifs différents de ceux du premier scénario. Le pouvoir politique de remédier à la situation s'étend, en même temps que le chômage. En outre, la capacité contributive requise pour agir est restreinte du fait de la récession économique qui accompagne le repli de la mondialisation et du régime de faible imposition mis en place pour assurer la compétitivité des entreprises nationales pendant le boom économique international.
- Le rétablissement de l'importance de l'État s'accompagne d'un accroissement de la loyauté envers l'économie nationale et ses institutions. Dans de nombreux pays industrialisés, la suspicion envers les immigrants augmente et les citoyens exigent un resserrement des mesures de contrôle de l'immigration. On assiste à une montée du patriotisme au Canada et du nationalisme au Québec.



La principale question qu'il faut se poser dans ce scénario est la suivante : **Comment l'État protecteur peut-il relancer la croissance économique à l'ère « post-mondiale », alors que les économies et les communautés nationales sont davantage laissées à elles-mêmes ?**

6.0 Conclusion

- L'avenir est on ne peut plus incertain. L'histoire nous apprend que l'existence humaine est remplie de surprises, mais aussi que l'être humain a tendance à répéter constamment la même erreur : celle de croire que l'avenir sera le simple prolongement du présent. La mondialisation, sauf en ce qui touche les technologies de l'information et des communications, n'est pas inévitable. Dans certains cas, on pourrait même en arrêter la progression, voire renverser le courant.
- On ne peut pas revenir en arrière. Certains critiques de la mondialisation semblent croire possible d'arrêter le processus et de revenir au « bon vieux temps » de l'État providence d'après-guerre. Ils ont tort. Un repli de la mondialisation ne signifierait pas le retour de l'État keynésien, notamment parce que la plate-forme technologique de l'information et des communications est différente et plus élevée qu'elle ne l'était alors, et aussi parce qu'elle est là pour rester.
- Qualifier la mondialisation de phénomène généralement bon ou mauvais, aux conséquences heureuses ou néfastes ne mènera à rien. Les voies de la mondialisation sont multiples et complexes et, de pratiquement quelque point de vue que l'on se place, présentent des caractéristiques aux effets aussi bien utiles que déplorables.
- La présence ou l'absence d'intervention humaine et de choix publics peuvent également modifier toute la dynamique. Bien des forces agissant sur la mondialisation échappent effectivement à la volonté des différents agents, mais il reste possible de modeler ces forces en fonction de préférences sociales et politiques.
- Ces dernières années, c'est l'économie internationale qui a le plus retenu l'attention. Il reste à explorer et à comprendre les répercussions sociales de la mondialisation et l'impact sur la mondialisation des préférences et besoins de la société.
- Les États demeureront l'institution la plus apte à exercer le pouvoir et à rendre compte de son utilisation. Même s'ils sont loin d'être idéaux, les États démocratiques n'en ont pas moins atteint à cet égard un degré de développement auquel aucune organisation ou institution « concurrente » ne saurait prétendre. En effet, mieux que tout autre compétiteur, l'État

démocratique moderne a su résoudre l'équation que représentent, d'une part, la possession d'un pouvoir suffisant pour répondre aux aspirations de la société moderne et, d'autre part, l'existence de processus démocratiques propres à imposer un certain contrôle populaire. L'État est donc appelé à demeurer un intervenant clé, quel que soit l'avenir de la mondialisation. La façon dont il interviendra fera cependant toute la différence.

L'avenir est on ne peut plus incertain. L'histoire nous apprend que l'existence humaine est remplie de surprises, mais aussi que l'être humain a tendance à répéter constamment la même erreur : celle de croire que l'avenir sera le simple prolongement du présent.